NATION – NATIONALISME

Pendant plusieurs siècles la bourgeoisie européenne a défié le pouvoir de l'aristocratie sans parvenir à des succès définitifs malgré sa grande puissance économique, ceci notamment à cause de sa faiblesse numérique. Des affirmations idéologiques comme la Réforme protestante ont amené des peuples à imposer des réformes politiques importantes en Grande Bretagne et en Europe centrale et du nord mais la lutte pour le pouvoir n'a pas totalement abouti. A la fin du 18ème siècle la bourgeoisie porte l'assaut en utilisant un vecteur idéologique autrement efficace : le romantisme révolutionnaire. Celui-ci réussi à aliéner toutes les classes sociales à la mythologie Nation. Concept immatériel, la nation rassemble la langue et les racines culturelles, les droits citoyens et le territoire dans une confusion irrationnelle où il n'y a pas place pour des intérêts de classe. Elle est le moyen parfait d'aliéner le prolétariat, les paysans, les pauvres, les fonctionnaires… à l'objectif de la bourgeoisie. Pendant la révolution française l'expression nation apparaît comme le « contraire » de la monarchie.

L'objectif révolutionnaire porté par la nation est :

1. le grand peuple uni, tous citoyens égaux, acheteurs et vendeurs dans un marché sans entrave, un marché débarrassé des privilèges aristocratiques et des rapports sociaux non-marchands. Ce régime doit avoir un droit, une nouvelle légitimité.

2. avec les moyens de sa régulation : l'état bourgeois, sa justice, ses services d'ordre…

L'aliénation par le nationalisme au projet de la bourgeoisie fut une nécessité historique car la mobilisation nationale qui installa l'état « républicain » fut un préalable indispensable au déploiement du capitalisme.

Tout au long du 19èmè siècle un développement inégal et combiné de la « république » se déroule en Europe produisant de nouvelles superstructures étatiques de sorte que nous connaissons encore aujourd'hui diverses variantes de compromis avec l'ancien régime. Notre monarchie constitutionnelle en est un exemple. La structure économique fondamentale du régime bourgeois, elle, s'est épanouie sans partage. Le marché capitaliste s'est étendu sur la planète entière, dès la fin du 19ème siècle il évoluait en l'impérialisme qui est aujourd'hui en voie de dépassement par la mondialisation.

On observe depuis le 18ème siècle que des cultures s'imposent à d'autres dans la mise en place des nations selon des circonstances casuelles. Les « valeurs » respectives de tel ou tel idiome ne sont pas en cause. Le résultat en est que des langues s'imposent sur de vastes territoires et y installent des marchés relativement stables protégés par des états sans qu'on puisse identifier quelque justice que ce soit dans l'épanouissement d'une nation au détriment de celles qui n'existeront peut-être jamais. Aussi, la réalisation des états bourgeois laisse derrière elle une multitude de peuples, de cultures frustrées et par conséquent des nationalismes apparaissent encore dans de nombreuses régions d'Europe. Leur contenu, lui, est aujourd'hui radicalement différent : à l'heure de la mondialisation le même romantisme, les mêmes patries, les mêmes gloires culturelles n'expriment plus quelque perspective progressiste que ce soit. Ils expriment par contre toujours aussi bien la solidarité entre classes. Par nature le nationalisme étouffe la conscience de classe. Il désarme les travailleurs en légitimant la bourgeoisie à l'offensive néolibérale. On voit le patronat surfer sur les revendications communautaires. La résurgence des nationalismes à l'ère néolibérale ne provient pas du hasard. La marginalisation prolongée des travailleurs inactifs, la nouvelle pauvreté, l'insécurité économique, les défaites sociales et démocratiques accumulées au cours des trente dernières années ont considérablement dégradé la conscience de classe générale et tout spécialement celle des dernières générations. Le renversement des rapports de force en faveur de la bourgeoisie a ouvert la porte aux contre réformes néolibérales et accessoirement à leur outil, le nationalisme.

La fonction progressiste du nationalisme découlait de la fonction progressiste de la bourgeoisie, celle-ci est bien révolue. Le nationalisme a perdu sa première vocation, il en a trouvé une autre : l'aveuglement des travailleurs, le démantèlement des solidarités.

Bien sûr il appartient aux marxistes de saisir les frustrations collectives mais en distinguant le romantisme de la rationalité. Il nous appartient d'apporter des réponses, voir de conduire des luttes d'émancipation communautaires mais clairement nous devons nous départir de toute identité en dehors de notre classe. Chaque acte posé, chaque revendication doit considérer avant tout le rapport de forces social. A n'en pas douter nous côtoyons des nationalistes sur les barricades, en Bosnie, au Kosovo, en Ulster … parce-que nous partageons leurs objectifs de libération coloniale. Nous soutenons aussi des revendications de droits citoyens collectifs. Mais nous ne perdrons pas de vue que nous devons dépasser ces objectifs sans nous laisser enfermer dans des perspectives identitaires. Notre solidarité internationaliste fondamentale doit nous conduire à une constante méfiance à l'égard de l'identité culturelle.

LE CAS BELGIQUE

En 1830 eurent lieu à Bruxelles des évènements révolutionnaires, bien sûr, de là à leur attribuer

la naissance de la Belgique il y a plus qu'une marge. Nous pouvons nous contenter ici de cette approximation : La Belgique est issue d'un accord diplomatique entre les alliés réactionnaires contre la France napoléonienne. Les territoires du sud des Pays-Bas demeurés sous l'influence de la contre-réforme catholique s'en sont trouvés autonomes sous le régime du compromis établi entre le roi d'Angleterre et l'église catholique avec l'accord de la Prusse, de la Bavière, de l'Autriche et même des Pays-Bas. La Belgique ne fut pas le produit d'une évolution de masse, d'aucun préliminaire romantique. Elle n'a pas donné l'occasion d'une large identification populaire. Ce nouvel état ne consacrait pas clairement une éradication de l'ancien régime ni une identité culturelle quelconque. Les efforts de cet état pour construire une nation n'ont que très partiellement abouti. Encore aujourd'hui le patriotisme belge ne touche qu'une certaine petite bourgeoisie. Aussi la Belgique conduite par une bourgeoisie francophone régna sur des peuples épars avec des idiomes divers : plusieurs idiomes flamands et plusieurs idiomes wallons et picard.

LE CAPITALISME BELGE AU 19ème SIECLE

UN ESSOR INEGAL

Pendant l'ancien régime, les Flandres s'étaient distinguées dans les textiles, les arts, l'artisanat de luxe… Au 19ème siècle la révolution industrielle est en quelque sorte passée à côté des populations flamandes. L'axe du charbon et du fer s'est déployé le long de la Meuse et de la Sambre, du sud de l'Ardenne, du Nord français, du sud Luxembourg, de la Loraine avec des tentacules vers Bruxelles sur le canal de Charleroi, vers l'Allemagne par Verviers. La géographie locale a favorisé aussi la pierre, le ciment, le verre … Tous les secteurs qui font l'explosion capitaliste du 19ème siècle sont favorisés dans les régions de langue d'oïl. Les 2 futures zones linguistiques évoluent dans des économies différentes, des rapports sociaux différents et notoirement des pauvretés spécifiques. Bruxelles concentre les centres de décision d'une bourgeoisie richissime.

La Wallonie développe une classe ouvrière importante dès le début du siècle. Les travailleurs sont déracinés de leurs terroirs ruraux et concentrés autour des sites de production. L'idéologie propre au salariat se généralise renforçant d'autant la rupture des racines. L'exploitation de cette force de travail est très efficace, l'exclusion des moins rentables aussi. La Wallonie découvre rapidement la misère des familles sinistrées, les enfants errant sur les routes …

Pendant ce temps les Flandres et la Campine sous-développées prolonge leur caractère rural.

Les paysans flamands découvrent les navettes, le travail industriel saisonnier en Wallonie et à Bruxelles. Ils se distinguent dans les travaux peu qualifiés, dans le petit commerce en ville le plus souvent en conservant leurs racines villageoises et agricoles. L'idéologie spécifique du prolétariat ne s'impose pas massivement, les solidarités villageoises et familiales sont mieux conservées

MOUVEMENT OUVRIER AU 19ème

Le mouvement ouvrier Wallon influencé par les courants intellectuels français prend principalement le chemin de l'anarchisme. Ses organisations ne vont pas beaucoup plus loin que les caisses de grève. En Flandre le mouvement ouvrier développe des organisations considérables : caisses de grève, coopératives, caisses d'entraides diverses. Elle y concentre de grands moyens comme le Vooruit. Il est engagé dans un processus de bureaucratisation dès avant la fondation du P.O.B. Les couches privilégiées de Bruxelles fournissent au mouvement ouvrier des intellectuels. Ces intellectuels, flamands ou pas, sont francophones et parmi eux des héritiers de l'internationale de 1864. Avec la pression des masses ouvrières, le courant Vandervelde réussi le tour de force de rassembler ces composantes dans le P.O.B. et simultanément dans le giron de la 2ème internationale. Autour de Vandervelde le courant marxiste domine en 1884. Le Parti Ouvrier Belge est imprégné d'internationalisme. Il est hostile à toute identité communautaire.

BRUXELLES

Ville flamande en 1830, elle l'est encore principalement en 1900. Les institutions publiques et privées fonctionnent dans la langue de la bourgeoisie. La population locale tend à se franciser, le Français étant la langue de la promotion sociale. Les sièges de direction des entreprises et la fonction publique appellent une activité tertiaire croissante, une demande importante de main d'œuvre. Tout au long du 20ème siècle des travailleurs flamands et wallons trouvent de l'emploi ou des activités commerciales et artisanales à Bruxelles avec entre eux une différence remarquable : les Wallons se fixent alors que les Flamands navettent ou s'installent provisoirement. En quelques générations (1940) la composition de population de Bruxelles s'en trouve radicalement modifiée. La ville est devenue francophone, les flamands sont identifiés dans le petit commerce, dans les métiers peu qualifiés, ils sont un peu plus concentrés dans les communes au nord et à l'ouest de la ville. Après 45 l'inflation de la population continue et Bruxelles s'étend sur les communes rurales avoisinantes. Des familles de travailleurs parmi les moins démunis font construire une périphérie résidentielle. Ils exportent leur langue dans ces villages flamands sans heurts puisqu'ils emmènent dans leurs bagages une certaine prospérité. (Les terres agricoles qui s'urbanisent gagnent en pluvalue et l'activité

économique de ces villages explose.)

Depuis les années 70, l'économie a imposé des rationalisations au commerce de gros et à la petite industrie. Les centres urbains ne les ont pas permises et une nouvelle mutation s'est opérée : Le grand commerce, l'artisanat et l'industrie bruxellois sortent du centre urbanisé et s'installe en banlieue. La périphérie connaît une expansion considérable. Le centre continue à concentrer les institutions publiques belges et internationales, les sièges d'entreprises belges ou transnationales. Ce grand volume d'activité fonctionne avec de moins en moins d'emploi local. Les conquêtes nationalistes flamandes depuis 1980 ont crée une situation inédite : l'activité économique bruxelloise est aujourd'hui en grande partie concentrée dans un « gordel » industriel incorporé à la région flamande où un dispositif légal interdit l'usage du Français. Le taux officiel de chômage dans les 19 communes fait le record belge tandis que le taux d'emploi des flamands de la périphérie, lui, atteint la saturation.

(depuis les années 2000 on recommence à trouver dans les établissements de la périphérie des travailleurs francophones discrètement embauchés pour les petits boulots.) Le Néerlandais est devenu la langue de promotion sociale aussi bien dans le centre que dans la périphérie. La francisation est radicalement révolue même si Bruxelles résiste encore aux efforts politiques de reflamandisation.

L'IDENTITE FLAMANDE

Il existe une littérature néerlandaise depuis le début du 19ème siècle mais marginale parmi les littérateurs flamands eux-mêmes. Il existe même une revendication nationale qui n'est encore soutenue par aucun sentiment populaire avant 1918. Plus tard les Flamands feront de Tijl Uijlenspiegel un symbole de l'identité flamande cependant Dekoster a écrit ce roman en Français car comme la majorité des intellectuels flamands il ne considérait pas son idiome maternel comme une langue digne de l'art. Presque simultanément H. Conscience publiait en Néerlandais une centaine de romans très populaires à l'adresse des familles à peine alphabétisées. Comment s'explique cela ? 1890 – 1920 est la période des balbutiements d'une identité naissante. En 1900 Flamands et Wallons n'ont d'eux même que des reconnaissances locales. Leurs idiomes ne constituent pas de fierté particulière, ils sont limités à de petites communautés, ils ne sont pas académisés. (Le néerlandais ne trouvera sa consécration généralisée et académique qu'en 1954).

Lorsque l'enseignement primaire se généralise sous la pression du mouvement ouvrier, il le fait

en Français en Wallonie où les idiomes wallons seront éradiqués en quelques générations. Dans les régions flamandes il se fait en Néerlandais. Celui-ci commence alors son uniformisation et sa reconnaissance académique. L'enseignement gratuit puis obligatoire met à l'ordre du jour l'identité flamande, il étouffe dans l'œuf une éventuelle identité wallonne. Paradoxalement c'est la culture wallonne qui est le plus agressée mais ce sont les flamands qui reconnaissent l'agression de la leur. En 14 – 18 les officiers donnent les ordres en Français, les soldats flamands sont évidemment choqués. Les soldats wallons n'en font pas grand cas puisque leurs instituteurs les traitent déjà comme ça !

L'alphabétisation en néerlandais fait obstacle à la promotion sociale des flamands. (Les conquêtes flamandes aggraveront l'obstacle : en s'opposant à la francisation, elles pénaliseront socialement les flamands)

La guerre donne le signal de départ à une revendication linguistique qui rencontre immédiatement des succès grâce au poids numérique des Flamands combiné au suffrage universel masculin que le mouvement ouvrier impose dès 1918. L'abstention du mouvement ouvrier du débat culturel favorisera le développement d'un véritable nationalisme avec des revendications anti-démocratiques constantes dans le mouvement flamand jusqu'aujourd'hui.

LE NATIONALISME FLAMAND

En 1918, au moment où le mouvement ouvrier impose le suffrage universel masculin, préambule à une longue série de conquêtes démocratiques et sociales s'impose aussi une revendication flamande que le mouvement ouvrier tente d'ignorer. Un courant irrésistible se développe encouragé et canalisé par des directions petites bourgeoises conservatrices. Grâce à sa force numérique la communauté engrange des victoires avec des initiatives publiques et des lois (21, 30, 32, 63, 80, …) qui portent des affranchissements culturels légitimes mais toutes et progressivement de plus en plus elles portent le caractère pervers de la revanche contre un supposé peuple francophone colonisateur qui doit payer pour une bourgeoisie fransquillonne insaisissable. Toutes s'en prennent aux renégats flamands coupables de francisation. A ces fins toute une série de dispositions légales permettent de limiter les droits démocratiques et individuels des citoyens.

Dans un premier temps les efforts ont porté sur le déploiement de la langue et de la culture et simultanément sur la répression de la francisation parmi la communauté flamande. Progressivement les efforts ont porté sur la sacralisation du territoire et la reconquête des

hectares perdus par le Néerlandais. On fixe une frontière linguistique et on étrangle les zones mixtes. Ainsi de 63 à 80 on isole le centre de Bruxelles, on l'étrangle et on réprime les francophones isolés dans la périphérie. L'objectif déclaré par tous les courants politique flamands : l'assimilation au Néerlandais en Flandre, le bilinguisme forcé au centre de Bruxelles. Récemment, ces objectifs semblant irréalistes, un courant très droitier s'élargit qui cherche une autonomie plus grande, voir l'indépendance.

Progressivement l'enseignement secondaire puis supérieur s'est développé en Néerlandais. Pendant l'entre deux guerre et après l'état belge est intervenu contre les lois du marché pour compenser le sous-développement économique par de grands travaux (canal Albert …), par des initiatives industrielles (sidérurgie maritime, charbonnage de Campine …).

Dès avant 1932, les flamands ont obtenus la reconnaissance et les droits culturels légitimes. Voici quelques exemples, pêchés dans le désordre, de conquêtes nationalistes réactionnaires qui ont accompagné ces progrès :

Depuis 1921, à l'exemple de l'armée d'occupation de 14-18, et jusque dans les années 70 des inspecteurs flamands de l'instruction publique détectent et transfèrent les enfants flamands des écoles francophones.

Depuis les années 60, des communes périphériques de Bruxelles (Overijse, Hoeilaart, Tervuren, Zaventem …) utilisent l'urbanisme ou le logement social pour pratiquer l'épuration linguistique.

En 1967, une vague populiste soulevée par le mouvement étudiant provoque l'épuration linguistique de Leuven.

Dans les années 90, la région flamande a inauguré une prime à l'immigration de Flamands à Bruxelles.

Depuis 63 des droits démocratiques et citoyens des francophones de la périphérie de Bruxelles sont éliminés (ou réduits dans les communes à facilité)

Aujourd'hui, la conservation de droits électoraux de quelques francophones isolés dans Hal-Vilvoorde est devenu un clou dans la chaussure de la quasi-totalité du personnel politique flamand.

Dans le centre de Bruxelles (19 communes) à côté d'avantages légitimes pour la minorité flamande, une série de dispositifs limitent les droits à l'emploi pour la majorité du fait de la forme très belge du bilinguisme obligatoire. L'utilisation perverse du bilinguisme à Bruxelles et dans les institutions fédérales consiste à imposer le bilinguisme au plus grand nombre, le contrôle sérieux de cette compétence n'étant assuré que par des instances flamandes très engagées.

La représentation parlementaire des citoyens bruxellois est pondérée par un système compliqué de tutelle-véto extérieure.

LES PARTIS ET LE NATIONALISME

Le P.O.B. est resté muet devant la revendication culturelle flamande en 1918, plus tard le mouvement ouvrier est resté paralysé devant l'oppression des populations francophones. La seule expression de résistance politique fut pendant une 40aine d'année le F.D.F., parti bourgeois aujourd'hui dilué dans le M.R. Dans les années '60, tous les partis bourgeois sécessionnent sous pression du nationalisme flamand. Autour de 1960, la gauche du M.O. wallon envisage le fédéralisme, non pas dans une perspective communautaire, mais pour libérer le M.O. wallon du poids flamand qui a handicapé les luttes ouvrières belges lors de la question royale et lors de la grève de 60. Cette aspiration contenue dans le courant des réformes de structures anti-capitalistes s'épuise avec ce courant à la fin des années 60. Finalement le P.S.B. lui-même cède à la sécession d'une aile flamande devenue nationaliste. L'aile wallonne de la social-démocratie approfondi sa dégénérescence gestionnaire pour devenir actrice des contre- réformes néolibérales dans les années 80. La S.D. flamande suivra le même chemin après un bref sursaut progressiste anti-nucléaire, anti-militariste. Le nationalisme demeure une donnée de base dans le S.P.

IDENTITE FRANCOPHONE

Il semble qu'il n'existera pas d'identité francophone. Les hostilités flamingantes contre les droits électoraux préservés par quelques francophones dans BHV et contre la solidarité fédérale en 2006 – 2007 ont provoqué un désaccord populaire spontané qui s'est manifesté par une floraison de drapeaux belges dans les 3 régions quoique inégalement. Il ne s'agit pas d'une manifestation de patriotisme. Faute d'une réelle conscience collective, faute de perspective, cette protestation n'a trouvé à s'exprimer que par les couleurs belges. Ceci indique clairement que la revendication flamingante pourchasse des moulins à vent. Les seules victimes conséquentes du nationalisme flamand sont la solidarité intercommunautaire des travailleurs et les institutions belges de solidarité construites pendant 90 ans de réformes imposées par le mouvement ouvrier.

LA QUESTION BELGE – UN PHENOMENE IDEOLOGIQUE

Depuis des dizaines d'années le Néerlandais est reconnu internationalement comme langue cultivée respectable, les néerlandophones de Belgique sont privilégiés dans leur culture dans leurs emplois, dans leur niveau de vie, dans leur santé … La région flamande est devenue une des plus civilisée du monde. En cherchant bien, les causes objectives des frustrations linguistiques commencent avec l'identité vers 1900, elle se terminent avec les acquis de 1932. 75 ans plus tard la frustration est toujours plus brûlante. Elle a contaminé jusqu'aux intellectuels progressistes francophones étrangement culpabilisés.

Les marxistes ont le devoir de développer une conscience rationnelle de cette aberration idéologique et de redevenir la voix d'une conscience politique supérieure.

- Le nationalisme flamand est réactionnaire, nous devons le dénoncer sans ambiguïté.
- Quelques prises de position sont indispensables rapidement, nous devons :
- Rappeler que les travailleurs n'ont pas de patrie.
- Exiger la libre détermination des populations en matière d'appartenance linguistique et régionale pratiquement par référendum par quartier.
- Exiger le droit inaliénable de tous les citoyens à l'instruction dans le régime linguistique de leur choix.
- Exiger que toutes les minorités, sur tout le territoire belge aient droit au privilège culturel dont dispose actuellement les flamands de Bruxelles.
- Exiger que les habitants puisse trouver interlocuteur en Français et en Néerlandais dans tous les services publics de Belgique, le bilinguisme obligatoire devant être aboli.
- Exiger que la représentation au parlement bruxellois soit proportionnelle à l'électorat bruxellois sans tutelle étrangère.
- Exiger la re-fédéralisation des matières non culturelles
- Proposer pour Bruxelles que les matières culturelles des 2 communautés soient du

ressort de la région dans un esprit bicommunautaire sans tutelle extérieure.

- Proposer à Bruxelles le développement d'un réseau d'enseignement bilingue.

A Bruxelles,Le 31/12/07